

CARACTERÍSTICAS DEL CAHIER DES CHARGES

Adapté au contenu de la loi 9/2017, du 8 novembre, sur les contrats du secteur public (LCSP).

0. TITRE DU CONTRAT, PROCÉDURE ET NUMÉRO DE RÉFÉRENCE

0.0 Nature du marché	<input type="checkbox"/> PROJET	<input type="checkbox"/> SERVICE	<input type="checkbox"/> APPROVISIONNEMENT
0.1. Titre de la spécification	Conditions administratives particulières pour la passation de marchés internationaux : PASSATION DE MARCHÉ POUR DES SERVICES A FAIRE PARTIE DE L'UNITE DE GESTION CON-JOINTE DES ACTIONS URBAYITI ET EDUKAYITI EN HAÏTI		
0.2. Procédure	<input type="checkbox"/> OUVERT	OUVERT SIMPLIFIÉ	<input type="checkbox"/> Avec jugement de valeur <input type="checkbox"/> Sans jugement de valeur <input type="checkbox"/> ABRÉGÉ
0.3. Référence	TSA <input style="width: 50px;" type="text"/>	TEC <input style="width: 50px;" type="text" value="0005672"/>	

1. OBJECTIF DU CAHIER DES CHARGES

1.0. Sujet	Passation de marché pour des Services à faire partie de l'Unité de Gestion Conjointe des actions URBAYITI et EDUKAYITI en Haïti Lot 1 : Service de coordination spécialisée en éducation dans le département du Sud-est d'Haïti Lot 2 : Service technique de communication et de socialisation des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement, l'hygiène et de l'éducation Lot 3 : Service de gestion économique et administrative spécialisé dans des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de l'éducation		
1.1 Division en lots	<input type="checkbox"/> L'appel d'offres n'a PAS été divisé en lots pour le motif suivant:	<input style="width: 100%;" type="text"/>	
	Code CPV du marché s'il n'est pas divisé en Lots	<input style="width: 100%;" type="text"/>	
	<input type="checkbox"/> L'offre est divisée en plusieurs lots :		
	Lot Nº	Nom du lot	Code CPV
	1	Service de coordination spécialisée en éducation dans le département du Sud-est d'Haïti.	<input style="width: 100%;" type="text"/>
	2	Service technique de communication et de socialisation des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de l'éducation	<input style="width: 100%;" type="text"/>
	3	Service de gestion économique et administrative spécialisé dans des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de l'éducation	<input style="width: 100%;" type="text"/>
	4	<input style="width: 100%;" type="text"/>	<input style="width: 100%;" type="text"/>
5	<input style="width: 100%;" type="text"/>	<input style="width: 100%;" type="text"/>	
6	<input style="width: 100%;" type="text"/>	<input style="width: 100%;" type="text"/>	
Remarques :	<input style="width: 100%;" type="text"/>		

2. CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	
2.0. Conditions essentiels de mise en œuvre	Les éléments suivants sont considérés comme des conditions ESSENTIELLES d'exécution de :
	<input type="text"/>
Remarques :	<input type="text"/>
2.1. Conditions spéciales de mise en œuvre	Les éléments suivants sont considérés comme des conditions SPÉCIALES pour l'exécution de (au moins un doit être inclus) (Article 202 LCSP) :
	<input type="text"/>
Comment vérifier ou contrôler la conformité	<input type="text"/>

3. BUDGET ET VALEUR ESTIMÉE				
3.1. Budget dé-terminé ou estimé	TVA ou impôt indirect applicable dans le pays (ci-après dénommé "TVA")	TCA	%	10
	<input checked="" type="checkbox"/> Il est permis d'offrir en monnaie locale	Taux de change. Il sera maintenu pendant la durée du contrat		
	<input checked="" type="radio"/> Le budget est DÉTERMINÉ			
	Le budget de base de cet appel d'offres en EUROS (TTC) s'élève à :		54.818,16 €	
	Le budget de base de cet appel d'offres en EUROS (HT), s'élève à :		<input type="text"/>	
	Le budget de base de l'offre en DEVISE LOCALE s'élève (TTC) :		62.570 USD	
	Le montant correspondant à la TVA s'élève à :		<input type="text"/>	
	<input checked="" type="radio"/> Le budget est ESTIMÉ			
	En fonction du besoin estimé/de la consommation estimée pour la période de validité, le montant du contrat en EUROS (TTC) pourrait être le suivant :		<input type="text"/>	
	Le budget de base de cet appel d'offres en EUROS (HT) est le suivant		<input type="text"/>	
	Le montant correspondant à la TVA s'élève à la somme de :		<input type="text"/>	
	Le budget de base de l'offre en DEVISE LOCALE s'élève à (TTC) :		<input type="text"/>	
	<small>Art. 100 LCSP. Dans les marchés pour lesquels le coût des salaires des personnes employées pour leur exécution fait partie du prix total du marché, le budget de base de l'appel d'offres devra détailler, par sexe et par catégorie professionnelle, les coûts salariaux estimés sur la base de la convention de travail de référence.</small>			
	Valeur du contrat (Art. 101 LCSP)			
	Le budget de base de l'appel d'offres en DEVISE LOCALE SANS TVA s'élève au montant suivant :		62.570,00 USD	
Le montant prévu des extensions (le cas échéant) SANS TVA est le suivant :		27.935,00 USD		
Le montant attendu des modifications (le cas échéant) SANS TVA s'élève à la somme de		<input type="text"/>		
Valeur totale du contrat en DEVISE LOCALE		90.505,00 USD		
Remarques :	Le budget et la valeur estimée du contrat incluent le TCA			

3.2. Tableaux des unités et des prix

**Résumé du budget /
Tableau des unités et des prix**

Lot 1 : VALEUR ESTIMATIVE TOTALE DU CONTRAT - LOT 1 (incluant TCA)	\$32.415,00	28.399,09 €
Lot 2 : VALEUR ESTIMATIVE TOTALE DU CONTRAT - LOT 2 (incluant TCA)	\$16.150,00	14.149,17 €
Lot 3 : VALEUR ESTIMATIVE TOTALE DU CONTRAT - LOT 3 (incluant TCA)	\$41.940,00	36.744,03 €
MONTANT TOTAL ESTIMATIF DU CONTRAT (y compris TCA)	\$90.505,00	79.292,28 €

**Résumé du budget /
Tableau des unités et des prix. Lot n° 1**

Service de coordination spécialisée en éducation dans le département du Sud-est d'Haïti

Un.	Description	Budget	
		Prix/Unité (TCA include)	Montant total (TCA include)
14	Mois d'appui à la coordination et à l'accompagnement spécialisé en éducation de l'action EDUKAYITI dans le Sud-est avec les exigences établies par le superviseur interne nommé par TRAGSATEC. Il comprend la rédaction de rapports mensuels et trimestriels des activités réalisées.	\$1.775,00	\$24.850,00
1	Rapport semestriel des activités de coordination et d'éducation dans le Sud-Est de l'action EDUKAYITI	\$380,00	\$380,00
1	Rapport annuel des activités de coordination et d'éducation dans le Sud-Est de l'action EDUKAYITI	\$380,00	\$380,00
1	Rapport final des leçons apprises dans les activités de coordination et d'éducation de l'action EDUKAYITI.	\$550,00	\$550,00
1	Rapport final des activités de coordination et d'éducation dans le Sud-Est de l'action EDUKAYITI.	\$550,00	\$550,00
L'entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications..			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE- LOT 1 (TCA include)			26.710 USD

BUDGET DE BASE DE L'APPEL À OFFRE (TCA include)	\$26.710,00
MODIFICATIONS	-
MONTANT POUR LES EXTENSIONS	\$5.705,00
MONTANT TOTAL ESTIMÉE DU CONTRAT (TCA include)	\$32.415,00

Un.	Description - EXTENSION	Budget	
		Prix/Unité (TCA include)	Montant total (TCA include)
3	Mois d'appui à la coordination et à l'accompagnement spécialisé en éducation de l'action EDUKAYITI dans le Sud-est avec les exigences établies par le superviseur interne nommé par TRAGSATEC. Il comprend la rédaction de rapports mensuels et trimestriels des activités réalisées.	\$1.775,00	\$5.325,00
1	Rapport semestriel des activités de coordination et d'éducation dans le Sud-Est de l'action EDUKAYITI	\$380,00	\$380,00
L'entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications..			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE- LOT 1 (TCA include) - EXTENSION			5.705,00 USD

**Résumé du budget /
Tableau des unités et des
prix. Lot n° 2**

 Service technique de communication et de socialisation des actions dans les
 Service technique de communication et de socialisation des actions dans les

Un.	Description	Budget	
		Prix/ Unité (TCA include)	Montant total (TCA include)
14	Mois de soutien à la gestion des activités de communication et de diffusion conformément aux plans de communication et de visibilité, y compris la conception et l'utilisation de méthodes et d'outils efficaces et l'application de la stratégie de communication à 360°, ainsi que la création, la gestion et les contenus dans le RRSS et la réalisation de visites sur le terrain pour l'élaboration des rapports des actions URBAYITI et EDUKAYITI avec les exigences établies par le superviseur interne nommé par TRAGSATEC, rendant l'UE et l'AECID visibles de manière adéquate et apportant un soutien aux institutions locales collaboratrices. Y compris la rédaction de rapports mensuels et des rapports trimestriels des activités réalisées.	\$650,00	\$9.100,00
1	Rapport semestriel des activités de communication et de socialisation et des enseignements tirés de l'action URBAYITI.	\$150,00	\$150,00
1	Rapport semestriel des activités de communication et de socialisation et des enseignements tirés de l'action EDUKAYITI.	\$150,00	\$150,00

1	Rapport final des activités de communication et de socialisation et des enseignements tirés de l'action URBAYITI.	\$300,00	\$300,00
1	Rapport final des activités de communication et de socialisation et leçons apprises de l'action EDUKAYITI.	\$300,00	\$300,00
L'Entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications.			
Chaque rapport (mensuel, trimestriel, annuel ou final) est accompagné des supports de communication et de diffusion préparés.			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE-LOT 2 (TCA incluse)			10.000 USD
BUDGET DE BASE DE L'APPEL À OFFRE (TCA incluse)		\$10.000,00	
MODIFICATIONS		-	
MONTANT POUR LES EXTENSIONS		\$6.150,00	
MONTANT TOTAL ESTIMÉE DU CONTRAT (TCA incluse)		\$16.150,00	
		Budget	
Un.	Description - EXTENSION	Prix/ Unité (TCA incluse)	Montant total (TCA incluse)
9	Mois de soutien à la gestion des activités de communication et de diffusion conformément aux plans de communication et de visibilité, y compris la conception et l'utilisation de méthodes et d'outils efficaces et l'application de la stratégie de communication à 360°, ainsi que la création, la gestion et les contenus dans le RRSS et la réalisation de visites sur le terrain pour l'élaboration des rapports des actions URBAYITI et EDUKAYITI avec les exigences établies par le superviseur interne nommé par TRAGSATEC, rendant l'UE et l'AECID visibles de manière adéquate et apportant un soutien aux institutions locales collaboratrices. Y compris la rédaction de rapports mensuels et des rapports trimestriels des activités réalisées.	\$650,00	\$5.850,00
2	Rapport semestriel des activités de communication et de socialisation et des enseignements tirés de l'action URBAYITI.	\$150,00	\$300,00
L'Entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications.			
Chaque rapport (mensuel, trimestriel, annuel ou final) est accompagné des supports de communication et de diffusion préparés.			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE-LOT 2 (TCA incluse) - EXTENSION			6.150,00 USD
Résumé du budget / Tableau des unités et des prix. Lot n° 3		Service de gestion économique et administrative spécialisé dans des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de l'éducation	

		Budget	
Un.	Description	Prix/Unité	Montant total
		(TCA in-clude)	(TCA In-clude)
14	Mois d'appui à la supervision et au suivi de la comptabilité et administration des actions URBAYITI et EDUKAYITI avec les exigences établies par le Coordinateur du projet nommé par TRAGSATEC. Inklus la rédaction des rapport mensuels et des rapports trimestriels des activités réalisées.	\$1.625,00	\$22.750,00
2	Dossier des achats et de services de l'action URBAYITI (semestriel)	\$160,00	\$320,00
2	Dossier des achats et de services de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$160,00	\$320,00
2	Inventaire des biens et équipements acquis dans le cadre de l'action URBAYITI (semestriel)	\$110,00	\$220,00
2	Inventaire des biens et équipements acquis dans le cadre de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$110,00	\$220,00
2	Rapport financier et administratif sur la mise en œuvre de l'action URBAYITI (se- mestriel)	\$215,00	\$430,00
2	Rapport financier et administratif sur la mise en œuvre de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$215,00	\$430,00
1	Dossier de passation de marchés pour des évaluations et/ou des audits de l'action URBAYITI.	\$160,00	\$160,00
1	Dossier de passation de marchés pour des évaluations et/ou des audits de l'action EDUKAYITI	\$160,00	\$160,00
1	Rapport financier et administratif final sur la mise en œuvre de l'action URBAYITI	\$425,00	\$425,00
1	Rapport financier et administratif final sur la mise en œuvre de l'action EDUKAYITI	\$425,00	\$425,00
L'entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications.			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE LOT 3 (TCA include)		25.860,00 USD	

BUDGET DE BASE DE L'APPEL À OFFRE (TCA Include)	\$25.860,00
MODIFICATIONS	-
MONTANT POUR LES EXTENSIONS	\$16.080,00
MONTANT TOTAL ESTIMÉE DU CONTRAT (TCA Include)	\$41.940,00

		Budget	
Un.	Description - EXTENSION	Prix/Unité	Montant total
		(TCA in-clude)	(TCA In-clude)
9	Mois d'appui à la supervision et au suivi de la comptabilité et administration des actions URBAYITI et EDUKAYITI avec les exigences établies par le Coordinateur du projet nommé par TRAGSATEC. Inclus la rédaction des rapport mensuels et des rapports trimestriels des activités réalisées.	\$1.625,00	\$14.625,00
2	Dossier des achats et de services de l'action URBAYITI (semestriel)	\$160,00	\$320,00
1	Dossier des achats et de services de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$160,00	\$160,00
2	Inventaire des biens et équipements acquis dans le cadre de l'action URBAYITI (semestriel)	\$110,00	\$220,00
1	Inventaire des biens et équipements acquis dans le cadre de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$110,00	\$110,00
2	Rapport financier et administratif sur la mise en œuvre de l'action URBAYITI (semestriel)	\$215,00	\$430,00
1	Rapport financier et administratif sur la mise en œuvre de l'action EDUKAYITI (semestriel)	\$215,00	\$215,00
L'entité adjudicatrice fournira les formats de base pour la rédaction des rapports mensuels et du rapport trimestriel, qui se référeront à chacune des activités reflétées dans ces spécifications.			
BUDGET BASE TOTAL DE L'APPEL D'OFFRE LOT 3 (TCA include)- Extension		16.080,00 USD	
Résumé du budget / Tableau des unités et des prix. Lot n° 4		Entrez ici le titre du lot.	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;">Insérer une image</div>			
Résumé du budget / Tableau des unités et des prix. Lot n° 5		Entrez ici le titre du lot.	

	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;">Insérer une image</div>
Remarques :	

4. FORMULAIRE, DATE LIMITE DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS ET COMMUNICATIONS

Les soumissionnaires doivent soumettre les **enveloppes** suivantes **et leur contenu comme** indiqué ci-dessous :

	OUVERT SANS RÉGLEMENTATION HARMONISÉE		OUVERT SIMPLIFIÉ		OUVERT SIMPLIFIÉ ABRÉGÉ	
	ENVELOPPE	CONTENU	ENVELOPPE	CONTENU	ENVELOPPE	CONTENU
AVEC TOUS LES CRITÈRES	<input type="checkbox"/> A	Exigences de solvabilité	<input type="checkbox"/> Proposition technique et critères d'admission des soumissionnaires	Exigences de solvabilité Critères évaluable par le biais d'un jugement de valeur	Il n'y a pas	
	<input type="checkbox"/> C	Critères évaluable par le biais d'un jugement de valeur	<input type="checkbox"/> Offre financière et critères évaluable automatiquement	Critères évaluable par la formule		
	<input type="checkbox"/> B	Critères évaluable par la formule	<input checked="" type="checkbox"/> Unique	Exigences de solvabilité Critères évaluable selon la formule		
SANS JUGEMENT DE VALEUR	Il n'y a pas				<input type="checkbox"/> Unique	Critères évaluable par la formule *

* Dans les procédures abrégées, les critères d'évaluation basés sur la valeur peuvent ne pas être utilisés et aucune solvabilité ne peut être exigée.

Coordonnées du bureau de réception des offres

Les offres doivent être **dépôt en personne** à l'adresse du bureau de réception des offres indiquée ci-dessous.

Bureau de réception des offres situé au :	Bureau Technique du Coopération de l'AECID en HAÏTI 26, Angle des Rues Baussan et Marguerite, Turgeau Port au Prince, Haïti
Tous les documents de l'appel d'offres doivent être rédigés dans la langue de l'appel d'offres :	La langue de l'offre sera l'ESPAGNOL ou en FRANCAI
Remarques :	

4.2. Date limite	Date limite de soumission de l'offre	Jour	Mois	Année	Heure	Fuseau horaire :
------------------	---	------	------	-------	-------	------------------

de soumission	<input type="text" value="18"/> <input type="text" value="02"/> <input type="text" value="2022"/>		<input type="text" value="14"/>	<input type="text" value="España"/>	
	<input type="text" value="00"/>				
	Heures de bureau pour les livraisons physiques :		Du Lundi au Jeudi de 9h00 à 14h00. V de 9:00 à 14.		
	Pour plus d'informations, les soumissionnaires peuvent contacter :		Ana Belen Cendrero Fernández		
			 <input type="text" value="(00509) 2941-1091"/>	 <input type="text" value="acendrer@tragsa.es"/>	
Séance d'ouverture publique :	<input type="checkbox"/> Option 1	La séance d'ouverture publique sera communiquée aux candidats au moins 48 heures à l'avance par e-mail.			
	<input checked="" type="checkbox"/> Option 2	La cérémonie d'ouverture publique aura lieu 5 minutes après la date limite de dépôt des offres			
Remarques :	<input type="text"/>				

5. EXIGENCES MINIMALES ET SOLVABILITÉ

La solvabilité est-elle requise ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (Si non, seulement s'il s'agit d'une procédure abrégée, passez le point 5 en entier).			
5.1. Capacité à agir du soumissionnaire, qualification professionnelle et interdiction de contracter	Le soumissionnaire doit présenter la documentation suivante accréditant sa capacité à agir et le reste des exigences demandées :		
	<input checked="" type="checkbox"/>	Déclaration dûment remplie de conformité aux exigences minimales pour l'appel d'offres (Annexe II), y compris la solvabilité équivalente à la classification.	
	<input type="checkbox"/>	Les Co-entrepreneurs doivent déclarer leur engagement à constituer officiellement une co-entreprise s'ils obtiennent le contrat, sous un numéro d'identification fiscale unique.	
<input type="checkbox"/>	Les entreprises non espagnoles des États membres de l'Union européenne doivent être autorisées à réaliser le service faisant l'objet du contrat, conformément à la législation de leur État de résidence. Lorsque la législation de leur État de résidence exige une autorisation spéciale ou l'adhésion à une certaine organisation pour pouvoir effectuer le service en question, ils doivent prouver qu'ils remplissent cette condition.		
5.2. Solvabilité économique et financière qui sera accrédité par :	<input checked="" type="checkbox"/>	Chiffre d'affaires (hors TVA) pour la meilleure année des trois derniers exercices clos (en précisant lesquels) non inférieur à	<input type="text" value="10.000 USD (LOT 1/3); 6.000 USD (LOT 2)"/>
	<input type="checkbox"/>	Le soumissionnaire a souscrit une police de responsabilité civile professionnelle ou s'engage à en souscrire une en cas d'attribution du marché pour le montant du marché :	<input type="text"/>
	<input type="checkbox"/>	Le soumissionnaire a des ratios d'équité, à savoir les ratios et les valeurs minimales suivantes :	<input type="text"/>
5.3. Solvabilité technique qui sera accrédité par :	<input type="checkbox"/>	Dans l'année d'exécution la plus élevée des 3 dernières années civiles (dans le cas de services/fournitures) ou des 5 dernières années (dans le cas de travaux), a réalisé des travaux similaires pour un montant (hors TVA) d'au moins (voir l'appel 1).	<input type="text"/>
	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans la moyenne annuelle des 3 dernières années civiles (dans le cas de services/fournitures) ou des 5 dernières années (dans le cas de travaux) vous avez effectué des travaux similaires pour un montant (hors TVA) d'au moins (voir appel 1).	<input type="text"/>
	<input type="checkbox"/>	(Marchés de travaux) : Le personnel technique ou les organismes techniques, intégrés ou non à l'entreprise, disponibles pour réaliser l'ouvrage, étant au minimum :	<input type="text"/>

choisir par le soumissionnaire)	<input type="checkbox"/>	(Marchés de services) : Description des installations techniques, des mesures utilisées pour assurer la qualité et des moyens d'étude et de recherche, au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	(Contrats de fourniture) : Déclaration responsable signée par le représentant légal de l'entreprise soumissionnaire selon laquelle elle fournira des échantillons, des descriptions, des photographies des produits à livrer, dont l'authenticité peut être vérifiée sur demande, au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	Déclaration de responsabilité signée par le représentant légal de l'entreprise soumissionnaire faisant référence au personnel technique ou aux organismes techniques intégrés ou non à l'entreprise dont elle dispose pour exécuter le marché, notamment ceux chargés du contrôle de la qualité, au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	Diplômes et qualifications professionnelles de l'entrepreneur et des dirigeants de la société, notamment de la personne responsable de l'exécution du contrat, ainsi que des techniciens chargés de l'exécution (uniquement si non inclus dans les critères d'attribution), au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	Mesures de gestion environnementale à appliquer dans le cadre de l'exécution du contrat	
	<input type="checkbox"/>	Déclaration concernant l'effectif annuel moyen et le nombre de cadres de l'entreprise au cours des trois dernières années, soit au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	(Marchés de travaux et de fournitures) : Déclaration responsable signée par le représentant légal de l'entreprise soumissionnaire relative aux machines, au matériel et à l'équipement technique qui seront utilisés pour l'exécution des travaux, accompagnée de la documentation d'accréditation, au minimum :	
	<input type="checkbox"/>	(Contrats de service) : Certificats délivrés par un institut ou un organisme officiel de contrôle de la qualité agréé, attestant de la conformité des produits, parfaitement détaillés par certaines spécifications techniques, à savoir au minimum :	
	<input checked="" type="checkbox"/>	Une liste de services similaires, indiquant la description, les acteurs impliqués, le montant, les dates et le destinataire final, réalisés au cours des trois (3) dernières années, dont l'ensemble a eu une durée d'au moins 1 an et dont l'ensemble s'élève à au moins DIX MILLE DOLLARS AMERICAINS (10.000,00 USD) hors TCA, pour les candidatures au Lot 1 et Lot 3 et au moins SIX MILLE DOLLARS AMERICAINS (6.000 USD) hors TCA pour les candidatures au Lot 2.	
	<small>Note 1</small> Liste des travaux similaires effectués jointe à cette déclaration, description des travaux, dates d'exécution, montant et destinataire des travaux.		
5.4. Gestion de la qualité et de l'environnement	<input type="checkbox"/>	Les certificats d'assurance qualité ISO et les mesures de gestion environnementale ou des certifications équivalentes ou des mesures similaires à celles garantissant ces certificats sont requis, en indiquant le domaine d'activité nécessaire, tel qu'indiqué ci-dessous :	
	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune exigence environnementale.	
5.5. Intégration de la solvabilité avec des moyens externes	<input type="checkbox"/>	Le soumissionnaire PEUT se prévaloir de la solvabilité et des moyens d'une autre société pour accréditer sa solvabilité, et dans ce cas, avant la formalisation du contrat correspondant, il devra présenter un engagement écrit signé par cette dernière indiquant que, pendant l'exécution du contrat il disposera de ladite solvabilité et desdits moyens, et que la société à laquelle il recourt n'est pas sous le coup d'une interdiction de contracter, dans le délai indiqué pour la présentation de la documentation accréditant sa capacité.	
	<input checked="" type="checkbox"/>	Le soumissionnaire ne peut PAS invoquer la solvabilité et les moyens d'une autre société pour prouver sa solvabilité.	

5.6. Affectation de moyens	<input type="checkbox"/>	L'affectation des moyens suivants est requise. Une section sera incluse dans l'annexe III de la pièce jointe afin de déclarer si vous les possédez ou non. La solvabilité n'est pas prise en compte.
	<input checked="" type="checkbox"/>	AUCUNE affectation de moyens n'est requise.
5.7. Soutien aux entreprises	<input type="checkbox"/>	Une autorisation de l'entreprise est demandée. Voici une liste précise de l'autorisation ou de l'enregistrement pour effectuer les travaux et de la législation qui exige cette autorisation. Une section sera incluse dans l'annexe II de l'autorisation d'exploitation pour vous permettre de déclarer si vous en disposez ou non. La solvabilité n'est pas prise en compte.
	<input checked="" type="checkbox"/>	Une licence d'exploitation n'est PAS requise.

6. CRITÈRES D'ÉVALUATION

6.1.1. Critères de coût-efficacité

6.1. Enveloppe des critères évaluable automatiquement selon la formule	<input checked="" type="checkbox"/>	PRIX: <input style="width: 40px; text-align: center;" type="text" value="60"/> points seront attribués à l'offre la plus basse, les autres offres étant évaluées selon la formule suivante:		$P_x = P_{\max} - 100 \left[\frac{O_x - O_{mb}}{O_{mb}} \right]$	Avec	P_x = score de l'offrant, minimum zéro P_{\max} = score maximal O_x = montant de l'offre du soumissionnaire O_{mb} = montant de l'offre la plus économique
	<input type="checkbox"/>	COÛT DU CYCLE DE VIE: <input style="width: 40px;" type="text"/> points seront attribués à l'offre dont le coût du cycle de vie est le plus bas, les autres offres étant évaluées en fonction du résultat de la formule suivante :	$P_x = P_{\max} - 100 \left[\frac{O_x - O_{mb}}{O_{mb}} \right]$	P_x = score de l'offrant, minimum zéro P_{\max} = score maximal O_x = coût du cycle de vie de l'offre du soumissionnaire à évaluer O_{mb} = coût du cycle de vie inférieur		
6.1.2 Critères qualitatifs						
A) Critères de qualité	<input type="checkbox"/>	Valeur technique	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		
	<input type="checkbox"/>	Caractéristiques fonctionnelles ou esthétiques	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		
	<input type="checkbox"/>	Accessibilité	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		
	<input type="checkbox"/>	Forme de commercialisation et conditions de commercialisation	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		
	<input type="checkbox"/>	Caractéristiques environnementales	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		
	<input type="checkbox"/>	Caractéristiques sociales	Score maximum	<input style="width: 40px;" type="text"/>		

		Note : Dans les marchés de services portant sur des prestations de nature intellectuelle, les critères relatifs à la qualité doivent représenter au moins 51% de la note attribuable dans l'évaluation des offres (145.4 LCSP).			
		Fourchettes d'évaluation pour chacun des critères ci-dessus. Formule et/ou forme d'évaluation et pièces justificatives à soumettre par le soumissionnaire			
	B) Critères liés au personnel	<input type="checkbox"/>	Organisation de l'entreprise ou pour l'exécution du travail	Score maximum	<input type="text"/>
		<input type="checkbox"/>	Qualification du personnel affecté à l'exécution les travaux	Score maximum	<input type="text"/>
<input checked="" type="checkbox"/>		Expérience du personnel affecté à l'exécution des travaux	Score maximum	<input type="text" value="40"/>	
Fourchettes d'évaluation pour chacun des critères ci-dessus. Formule et/ou forme d'évaluation et pièces justificatives à soumettre par le soumissionnaire					

	<p>Lot 1 : Service de coordination spécialisée en éducation dans le département du Sud-est d'Haïti. Evaluation de l'expérience : L'évaluation de la candidature sera évaluée avec un maximum de 40 points sur 100.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience du prestataire du service en matière de gestion, de suivi et/ou d'évaluation de projets de coopération, d'une durée de six mois an ou plus, au cours des 3 dernières années. Maximum 15 points (3 points pour chaque six mois d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 5 collaborations valorisées). - Expérience du prestataire du service en matière d'évaluation de l'enseignement et/ou de la méthodologie de l'enseignement, d'une durée d'un an ou plus, au cours des 3 dernières années. Maximum 15 points (5 points pour chaque année d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 5 collaborations valorisées). - Expérience du soumissionnaire en matière de gestion et/ou de suivi des projets financés par la UE ou bien l'AECID dans le domaine de l'éducation ou autres, d'une durée de 4 mois ou plus, au cours de 3 dernières années. Maximum 10 points (5 points pour chaque période supérieur à 4 mois d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 2 collaborations valorisées). <p>Lot 2 : Service technique de communication et de socialisation des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement, l'hygiène et de l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de l'expérience : L'évaluation de la candidature sera évaluée avec un maximum de 40 points sur 100. - Expérience du soumissionnaire en matière de communication et socialisation dans les actions financés par la UE ou par la AECID, d'une durée de 4 mois ou plus, au cours de trois dernières années. Maximum 20 points (5 points pour chaque période de supérieur à 4 mois en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 4 collaborations valorisées). - Expérience du soumissionnaire en matière de communication et socialisation des projets de coopération internationale ou action social, d'une durée supérieure à un an, au cours des 3 dernières années. Maximum de 15 points (3 points pour chaque année d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 5 collaborations valorisées). <p>Lot 3 : Service de gestion économique et administrative spécialisé dans des actions dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de l'expérience : L'évaluation de la candidature sera évaluée avec un maximum de 40 points sur 100 : - Expérience du soumissionnaire en matière de suivi financier et administratif de projets de coopération internationale, d'une durée supérieure à un an, au cours des 3 dernières années. Maximum de 15 points (3 points pour chaque année d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 5 collaborations valorisées). - Expérience du soumissionnaire en matière de suivi financier et administratif de projets financés par l'Union Européenne, d'une durée supérieure à un an, au cours des 3 dernières années. Maximum de 15 points (3 points pour chaque année d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 5 collaborations valorisées). - Expérience du soumissionnaire en matière de gestion et/ou de suivi économique et administrative dans les actions financées par la AECID, d'une durée de 4 mois ou plus, au cours de la dernière année. Maximum 10 points (5 points pour chaque période de 4 à 6 mois d'expérience en tant que responsable technique de ladite activité, maximum de 2 collaborations valorisées). 			
	C) Critères liés à la livraison ou	<input type="checkbox"/>	Assistance technique ultérieure	Score maximum <input type="text"/>
		<input type="checkbox"/>	Conditions de livraison	Score maximum <input type="text"/>

	à la mise en œuvre	<input type="checkbox"/>	Délais de livraison/mise en œuvre	Score maximum	<input type="text"/>	
		<input type="checkbox"/>	Engagement en matière de pièces détachées	Score maximum	<input type="text"/>	
		<input type="checkbox"/>	Sécurité de l'approvisionnement	Score maximum	<input type="text"/>	
		Fourchettes d'évaluation pour chacun des critères ci-dessus. Formule et/ou forme d'évaluation et pièces justificatives à soumettre par le soumissionnaire				
	D) Améliorations ou avantages supplémentaires	<input type="checkbox"/>	Inclure l'amélioration, le cas échéant	Score maximum	<input type="text"/>	
		<input type="checkbox"/>	Inclure l'amélioration, le cas échéant	Score maximum	<input type="text"/>	
		<input type="checkbox"/>	Inclure l'amélioration, le cas échéant	Score maximum	<input type="text"/>	
		Note : Dans la mesure du possible et en rapport avec l'objet du marché, un critère environnemental et/ou un critère social se verra attribuer au moins deux points.				
		Fourchettes d'évaluation pour chacun des critères ci-dessus. Formule et/ou forme d'évaluation et pièces justificatives à soumettre par le soumissionnaire				

6.2. Critères à évaluer par le biais d'un jugement de valeur	Les critères sont proportionnels et liés à l'objet du marché, pour autant qu'aucune formule ne puisse être utilisée pour leur évaluation. Les variables ou paramètres à prendre en compte dans l'évaluation sont définis de manière aussi précise que possible, ainsi que la manière dont la note pour chacun d'eux sera administrée et sur la base des critères d'attribution de cette note.		
	<input type="checkbox"/>	Inclure le nom du critère, si existant, la variable et le paramètre.	Score maximum <input type="text"/>
	<input type="checkbox"/>	Inclure le nom du critère, si existant, la variable et le paramètre.	Score maximum <input type="text"/>
	<input type="checkbox"/>	Inclure le nom du critère, si existant, la variable et le paramètre.	Score maximum <input type="text"/>
	<input type="checkbox"/>	Inclure le nom du critère, si existant, la variable et le paramètre.	Score maximum <input type="text"/>
	Comment chacun des critères ci-dessus est évalué :		

7. OFFRES ANORMALEMENT BASSES

<input checked="" type="checkbox"/> Option 1. Non considéré comme anormale	(Applicable uniquement aux contrats de fourniture sans installation) L'offre n'est pas considérée comme anormale. Les dispositions de l'article 149 du LCSP ne seront pas applicables à cette offre pour les offres présumées anormales	
<input type="checkbox"/> Option 2. Retrait pour anomalie L'écoulement anormal est inclus	<input type="checkbox"/> Option 2.1 Si le seul critère est le prix, nous présumerons qu'il s'agit de celui prévu au règlement	<p>Une offre est considérée comme anormalement basse si elle entre dans l'une des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lorsque l'offre d'un seul soumissionnaire est inférieure au budget de l'offre de base de plus de 25 %. - Lorsqu'il y a deux soumissionnaires, le soumissionnaire qui est inférieur de plus de 20 % par rapport à l'autre offre. - Lorsqu'il y a trois soumissionnaires, les offres qui sont inférieures de plus de 10 % par rapport à la moyenne arithmétique des offres présentées. Toutefois, l'offre la plus élevée est exclue du calcul de cette moyenne si elle est supérieure de plus de 10 % par rapport à la moyenne. Dans tous les cas, une offre basse de plus de 25 % sera considérée comme disproportionnée. - Lorsqu'il y a quatre soumissionnaires ou plus, ceux qui sont inférieurs de plus de 10 % par rapport à la moyenne arithmétique des offres présentées. Toutefois, si parmi elles, se trouvent des offres supérieures de plus de 10 % par rapport à cette moyenne, une nouvelle moyenne sera calculée uniquement avec les offres ne se trouvant pas dans la situation susmentionnée. Dans tous les cas, si le nombre d'offres restantes est inférieur à 3, la nouvelle moyenne est calculée sur les 3 offres les plus basses.
	<input type="checkbox"/> Option 2.2. En cas de pluralité de	<p>Dans le seul but de calculer les offres anormalement basses, le prix offert est corrigé par la formule suivante :</p> <p>« Prix de l'offre corrigé » = Prix de l'offre * (1-Points d'évaluation qui ne correspondent pas au prix*0,01)</p>

	critères, ce et/ou ces critères seront établis par rapport à l'ensemble de l'offre (Art. 149 de la LCSP)	<p>Les offres seront considérées comme anormalement basses si les montants obtenus après correction entrent dans l'une des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas où trois offres ou plus sont acceptées pour évaluation : les offres seront considérées comme anormalement basses si le prix corrigé proposé est inférieur à 20 % de la moyenne arithmétique des offres. Toutefois, les offres dont le montant est le plus élevé seront exclues du calcul de cette moyenne si elles sont supérieures de plus de 10 % par rapport à cette moyenne. - Si deux offres sont acceptées pour évaluation : une offre est considérée comme anormalement basse si son prix d'offre corrigé est inférieur de plus de 25 % par rapport au prix d'offre corrigé de l'autre offre. - Dans le cas d'une seule offre, il n'est pas tenu compte de la possibilité que cette offre soit considérée comme anormalement basse. <p>Note : Si rien n'est inclus dans la documentation de l'appel d'offres, on présume qu'il s'applique et il s'agirait du critère 2.1.</p>
--	--	--

8. ADJUDICATION

8.1 Documenta- tion à soumettre par le soumis- sionnaire le mieux classé au Bureau de récep- tion des offres	<input checked="" type="checkbox"/>	Numéro d'identification fiscale de l'entreprise à utiliser dans le pays
	<input checked="" type="checkbox"/>	Carte d'identité de l'employeur ou du représentant de l'entreprise qui signe le contrat
	<input type="checkbox"/>	Preuve de la constitution de la garantie définitive demandée dans le présent cahier des charges (si la demande de garantie a été incluse)
	<input checked="" type="checkbox"/>	Procuration du représentant de l'entreprise qui signe le contrat.
	<input checked="" type="checkbox"/>	Acte reflétant la dernière formulation de l'objet social de la société signataire du contrat.
	<input type="checkbox"/>	Document de constitution de l'entreprise commune, le cas échéant
	<input type="checkbox"/>	Certificat attestant que le soumissionnaire est en possession de la classification demandée et déclaration que ce statut est toujours valable
	<input type="checkbox"/>	Documentation prouvant la qualification de l'entreprise (si demandée)
	<input type="checkbox"/>	Justificatif de la solvabilité économique
	<input type="checkbox"/>	Justificatif de la solvabilité technique
	<input type="checkbox"/>	Certifications de qualité ou environnementales (si exigées)
	<input type="checkbox"/>	Le cas échéant, un document d'engagement de l'entreprise ayant affecté ses ressources à l'exécution du contrat ou du sous-traitant sur lequel la solvabilité de l'adjudicataire a été fondée, ainsi qu'une déclaration de conformité aux exigences minimales de celui-ci et de ses pièces justificatives. (Annexe II)
	<input type="checkbox"/>	Témoignage judiciaire ou certification administrative, selon le cas, accréditant que le soumissionnaire ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction de contracter. Dans l'éventualité où ce document ne peut être délivré par l'autorité compétente, il pourra être remplacé par une déclaration de responsabilité, délivrée par une autorité administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié (déclaration notariée sur l'honneur de n'encourir aucune des circonstances entraînant une interdiction de contracter prévue à l'art. 71 de la loi n° 9/2017 sur les marchés du secteur public)
	<input type="checkbox"/>	Certificat de l'organe administratif compétent en matière de sécurité sociale attestant que l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de sécurité sociale
	<input type="checkbox"/>	Certification de l'organe administratif compétent en matière fiscale attestant que l'entreprise est à jour de ses obligations fiscales
	<input type="checkbox"/>	Certificat bancaire accréditant la propriété du compte bancaire pour le paiement des factures correspondantes
	<input type="checkbox"/>	Annexe V du dossier d'appel d'offres concernant la garantie dûment signée par le représentant légal de la société soumissionnaire.
<input type="checkbox"/>	L'annexe VIII du dossier d'appel d'offres relative à la prévention des risques professionnels dûment signée par le représentant légal de la société soumissionnaire.	
<input type="checkbox"/>	L'Annexe IX du dossier d'appel d'offres concernant la protection des données dûment signée par le représentant légal de la société soumissionnaire.	

<input type="checkbox"/>	Exigences spécifiques du pays ou autre documentation. Préciser.
<input type="checkbox"/>	Exigences spécifiques du pays ou autre documentation. Préciser.
<input type="checkbox"/>	Exigences spécifiques du pays ou autre documentation. Préciser.

9. FORMALISATION DU CONTRAT

Une fois que Tragsatec aura sélectionné l'offre la plus appropriée, en tenant compte des critères indiqués dans ce Dossier, après la publication de l'adjudication dans le profil contractuel de la Plateforme de passation de marchés du secteur public et la communication de cette circonstance aux soumissionnaires, le soumissionnaire retenu sera invité à formaliser le contrat correspondant.

Dans ce dernier cas, le contrat sera formalisé avec le soumissionnaire classé suivant sur présentation de la documentation susmentionnée, dans les délais susmentionnés.

Le contrat ne sera pas exécuté avant sa formalisation.

Le contrat sera formalisé dans un document privé ou dans un acte public, si l'adjudicataire le demande. Dans ce dernier cas, les frais découlant de la formalisation du contrat et de l'exécution de l'acte public sont à la charge de l'adjudicataire. La formalisation du contrat s'effectue en tout état de cause sous forme numérique.

Une copie du cahier des charges et de cette annexe (CCC) fera partie du document formalisant le contrat et sera signée par l'adjudicataire.

10. RÉVISION DES PRIX

L'adjudicataire renonce à réviser les prix proposés.

11. EXÉCUTION DU CONTRAT

11.1. Mise en œuvre	L'exécution du contrat sera vérifiée en :	Jacmel (Lot1);Port au Prince (Lot 2/3)
11.2. Recours	Délai pour remédier aux déficiences constatées dans le rapport de réception	
11.3. Confidentialité	S'applique : <input checked="" type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non	
11.4. Période de garantie	Les projets livrés pendant la durée du marché sont garantis pour une période minimale de	<input type="text"/> mois à compter de la date d'acceptation définitive de la conformité.
11.5. Propriété intellectuelle	S'applique : <input checked="" type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non	
11.6. Assurance	S'applique : <input checked="" type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non	
11.7. Règlement du personnel	Clause 11 du cahier des charges, faisant référence à la réglementation du personnel du sous-traitant travaillant dans les bureaux de TRAGSATEC.	
	S'applique : <input checked="" type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non	

12. GARANTIES

12.1. Remise de la garantie	<input checked="" type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non	Des garanties sont demandées, et le cas échéant, peuvent être fournies par l'une des options suivantes		
1)	En espèces, par virement bancaire sur le compte :	<input checked="" type="checkbox"/>	EMPRESA DE TRANSFORMACIÓN AGRARIA, S.A. (TRAGSA) (o GRUPO)	IBAN ES06 2100 2206 43 0200188697
		<input checked="" type="checkbox"/>	EMPRESA TECNOLOGÍAS Y SERVICIOS AGRARIOS, S.A., S.M.E., M.P. (TRAGSATEC)	IBAN ES71 0049 6702 65 2016025423
2)	Par le biais d'une garantie fournie par l'une des banques, caisses d'épargne, coopératives de crédit, établissements financiers de crédit et sociétés de garantie mutuelle agréées en Espagne, conformément au modèle de garantie joint			

		en annexe V.	
	3)	Par le biais d'un contrat d'assurance-caution auprès d'une compagnie d'assurance agréée dans le secteur, conformément au modèle joint en Annexe V.	
	<input type="checkbox"/>	Afin d'assurer l'exécution ponctuelle et correcte de l'objet du marché, l'adjudicataire pourra également se voir appliquer une retenue de 5 % du montant de chaque facture HT, qui pourra s'élever à 10 % si l'offre de l'adjudicataire a été considérée comme anormale, remplaçant ainsi l'un des documents susmentionnés comme garantie définitive. (Uniquement si l'organisme contractant l'estime nécessaire).	
12.2. Restitution de la garantie	<input type="checkbox"/>	La garantie finale sera restituée au terme de la prestation, une fois que le contractant aura signé, sans réserve, le procès-verbal de réception.	
	<input type="checkbox"/>	La garantie définitive sera restituée au terme de la période de garantie.	
12.3. Garantie provisionnelle	<input type="checkbox"/>	Une garantie provisoire de 3% du pré-budget de base de l'appel d'offres est exigée, qui est justifiée par la raison d'intérêt public suivante (Art. 106 LCSP) :	
	Cette garantie peut être utilisée pour constituer la garantie définitive.		

13. DÉLAIS D'EXÉCUTION

13.1. Validité	La durée du contrat est de <input type="text" value="14 mois"/>		À compter de sa date de signature, sans préjuger des prorogations pouvant être convenues, sous réserve de l'accord écrit préalable des parties.	
13.2. Mise en œuvre	Le délai d'exécution du contrat est de	<input checked="" type="checkbox"/> Même chose que pour la validité.		
		<input type="checkbox"/> Distinct. <input type="text"/>	À compter de <input type="text"/>	Il est entendu que ce délai sera respecté si Tragsa/Tragsatec a approuvé l'acte de réception.
	Outre les délais susmentionnés, Tragsa/Tragsatec se réserve un délai de <input type="text"/>		pour l'examen du service/travail effectué et la vérification des exigences de qualité demandées dans ce cahier des charges.	
13.3. Prorogations obligatoires	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Les prorogations ne sont pas obligatoires. (Un accord entre les parties est nécessaire).		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	L'intention de proroger le contrat devra être informée au contractant deux mois à l'avance, cette prorogation étant obligatoire.		
13.4. Délais de livraison partielle				

Déterminer, le cas échéant, les délais de livraisons partielles visés dans les spécifications techniques.

14. SANCTIONS ADMINISTRATIVES

14.1 Pénalités	Rupture partielle du contrat :	<input type="text"/>	% du montant de l'attribution
	Conformité défectueuse :	<input type="text"/>	% du montant de l'attribution
	Le non-respect des conditions particulières/essentiels d'exécution entraînera les pénalités suivantes sur le montant de l'adjudication	<input type="text"/>	
		<input type="text"/>	% du montant de l'attribution
	(Services et fournitures) Si l'adjudicataire est en retard par rapport au terme total ou aux termes partiels établis dans le contrat, pour un motif qui lui est imputable, Tragsa/Tragsatec peut choisir, compte tenu des circonstances, sans qu'il soit nécessaire d'avertir préalablement l'adjudicataire de son retard, de résilier le contrat ou d'infliger des pénalités journalières du pourcentage indiqué du montant du contrat en défaut.	<input type="text"/>	%
	(Travaux) Si l'adjudicataire est en retard par rapport au délai total ou aux délais partiels établis dans le contrat, pour des motifs qui lui sont imputables, Tragsa/Tragsatec peut opter, en tenant compte des circonstances du cas, par la résiliation du contrat ou par l'imposition de pénalités du pourcentage indiqué sur la valeur du montant des travaux non exécutés dans les délais, sans qu'il soit nécessaire d'informer préalablement l'adjudicataire de son retard.	<input type="text"/>	%
Autres pénalités de retard. Précisez.	<input type="text"/>	%	

15. SOUS-TRAITANCE

15.1. Régime de sous-traitance	La sous-traitance est autorisée : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	En cas d'interdiction, préciser le motif par rapport à l'objet du contrat	
	La sous-traitance partielle du service faisant l'objet de présent appel d'offres est autorisée, sauf pour les tâches suivantes considérées comme critiques et pour les raisons suivantes :	<input type="text"/>	
	La violation des conditions de sous-traitance, l'absence de preuve de l'aptitude du contractant ou des circonstances déterminant l'urgence ou celles rendant la sous-traitance urgente auront l'une des conséquences suivantes :	<input type="checkbox"/>	Imposition d'une pénalité pouvant aller jusqu'à 50 % du montant du contrat de sous-traitance.
		<input type="checkbox"/>	Résiliation du contrat en cas de manquement à l'obligation principale du contrat.
15.2. Paiements aux sous-traitants et fournisseurs	L'entrepreneur principal est tenu de payer aux sous-traitants ou fournisseurs le prix convenu dans les délais et conditions indiqués dans le cahier des charges.		

15.3. Contrôle du paiement aux sous-traitants ou fournisseurs	Le paiement des sous-traitants est vérifié : <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui	Dans ce cas, le contractant principal transmettra à Tragsatec, sur demande, la liste des sous-traitants et fournisseurs prenant part au contrat, une fois leur participation complétée, ainsi que les conditions de sous-traitance ou de fourniture de chacun d'eux, directement liées au paiement. De même, à la demande de Tragsatec, le contractant principal devra être en mesure d'apporter la preuve de l'exécution des paiements, une fois le service terminé, dans les délais impartis par la loi n° 3/2004, le cas échéant.
---	---	--

16. FACTURATION ET PAIEMENT

16.1. Fréquence	Une facture devra être émise par l'adjudicataire, aux échéances suivantes, pour les travaux effectivement réalisés et acceptés par Tragsatec, conformément aux dispositions de ce cahier des charges.	Mensuellement
16.2. Détails de la facturation	L'adjudicataire enverra les factures à l'adresse suivante : TECNOLOGÍAS Y SERVICIOS AGRARARIOS, S.A., S.M.E.M.P. (TRAGSATEC) NIF: A79365821 Calle Maldonado, 58. 28006 - Madrid	

17. RÉSILIATION DU CONTRAT

17.1. Motif de résiliation du contrat paragraphe (i)	Des obligations en matière de prévention des risques professionnels et de protection des données sont demandées, dont le non-respect entraînera la résiliation du contrat. Si oui, des cases à cocher faisant référence aux annexes VIII et IX doivent être incluses dans la section 8.1.	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
--	---	---	------------------------------

18. CESSIION DU CONTRAT

18.1 Autorisation de cession de contrat	La cession du contrat est autorisée dans les conditions stipulées dans les documents d'appel d'offres.
---	--

19. MODIFICATIONS DU CONTRAT

19.1. Modifications prévues	Les modifications suivantes sont prévues pendant la durée du contrat :	
	Amendement 1	
	Nom de la modification	Possibilité de prolongation
	Circonstances/causes objectives pouvant y conduire	La modification de la subvention EDUKAYITI est en cours de négociation
	Quelle est l'étendue de l'objet du contrat ?	Augmentation du délai d'exécution du contrat
	Montant concerné	27.935,00 USD (TCA incluse)
	Augmentation des unités	Maximum 3 mois (Lot 1) et 9 mois (Lot 2 et Lot 3)
	Amendement 2	
	Nom de la modification	
	Circonstances/causes objectives pouvant y conduire	
Quelle est l'étendue de l'objet du contrat ?		

	Montant concerné	
	Augmentation des unités	